



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

**2022**

**RÉSUMÉ**

# LA SITUATION **DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES**

**LA GÉOGRAPHIE DU COMMERCE  
ALIMENTAIRE ET AGRICOLE:  
QUELLES POLITIQUES POUR UN  
DÉVELOPPEMENT DURABLE?**

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2022. *Résumé de La situation des marchés des produits agricoles 2022. La géographie du commerce alimentaire et agricole: Quelles politiques pour un développement durable?* Rome, FAO.  
<https://doi.org/10.4060/cc0475fr>

La présente brochure est un résumé des messages clés et du contenu de la publication *La situation des marchés des produits agricoles 2022*. La numérotation de l'encadré et des figures est identique à celle de ladite publication.



# TABLE DES MATIÈRES

## AVANT-PROPOS

## MESSAGES CLÉS

## RÉSUMÉ

### La géographie du commerce alimentaire et agricole

#### Mondialisation et régionalisation

**FIGURE 1.4** Évolution des liens commerciaux sur le marché des produits alimentaires et agricoles, 1995-2019

**FIGURE 1.7** Réseau et pôles du commerce des produits alimentaires et agricoles en 1995 et 2019

### La résilience du commerce alimentaire et agricole mondial face aux chocs

**ENCADRÉ 1.3** La guerre en Ukraine et la résilience du réseau mondial du commerce des produits alimentaires et agricoles

**FIGURE 1.16** Répartition de la connectivité entre les produits et les pays, données normalisées, 1995-2019

4	<b>FIGURE 1.17</b> Connectivité par produit et par pays, au niveau des pays, 2019	14
7		
9	<b>Les facteurs primordiaux du commerce international des produits alimentaires et agricoles</b>	17
9	<b>FIGURE 2.1</b> Productivité dans l'agriculture et dans les secteurs non agricoles, 2019	18
10	<b>FIGURE 2.8</b> Coût des échanges bilatéraux et moyennes intrarégionales (en équivalent <i>ad valorem</i> ), 2017	19
11	<b>Les effets du commerce international des produits alimentaires et agricoles sur l'environnement</b>	20
11	<b>FIGURE 3.1</b> Relation entre stress hydrique et balance commerciale nette, 2018 et 2019	21
12	<b>Des politiques commerciales multilatérales et régionales au service d'une croissance durable</b>	22
13		
13		

# AVANT-PROPOS

**D**epuis sa première édition parue en 2004, *La situation des marchés des produits agricoles*, rapport phare de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), passe en revue les faits nouveaux, les tendances à long terme et les changements structurels qui façonnent les marchés alimentaires et agricoles. Si cet objectif est toujours d'actualité, et même plus encore au vu de certains événements récents, le monde s'est profondément transformé au cours des 18 dernières années.

Le marché alimentaire et agricole mondial a pris de l'ampleur depuis 1995. L'ensemble des pays y ont renforcé leur présence, et les pays émergents et en développement y jouent un rôle plus important. Le commerce, que l'on considérait à l'origine comme un échange purement économique, s'est aujourd'hui imposé comme un vecteur essentiel de progrès économique, social et environnemental.

La pandémie de covid-19 qui s'est déclarée début 2020 nous a apporté la preuve qu'il était possible, avec un système agroalimentaire mondial solide et bien intégré, de surmonter des difficultés sans précédent. En effet, le commerce mondial des produits alimentaires et agricoles s'est montré remarquablement résistant aux perturbations occasionnées par la crise sanitaire. Certes brusques, ces perturbations n'ont en général pas duré, ce qui atteste que nous sommes mieux à même de faire face lorsque nous unissons nos efforts.

La guerre qui sévit en Ukraine touche une région qui revêt une grande importance pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde. À mesure que le conflit se prolonge, l'incertitude grandit quant à la capacité du pays à assurer la culture, la récolte et la commercialisation de ses produits agricoles pendant la campagne en cours et celle à venir. Sur le plan des échanges commerciaux, le risque imminent d'une fragmentation des marchés alimentaires et agricoles mondiaux fait peser une menace supplémentaire sur la sécurité alimentaire mondiale.

Des événements comme celui-ci nous rappellent avec force qu'il faut intensifier la recherche de pointe, affiner notre compréhension des réseaux commerciaux et adopter de meilleures approches pour faciliter l'intégration et promouvoir le bon fonctionnement des marchés alimentaires et agricoles. Le contexte actuel des politiques commerciales se caractérise par une paralysie des négociations commerciales multilatérales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par une prolifération d'accords commerciaux régionaux plus poussés qui visent, outre à permettre l'accès aux marchés, à faciliter la convergence des politiques et des réglementations nationales des signataires. L'édition 2022 de *La situation des marchés des produits agricoles* examine de quelle façon des initiatives multilatérales et régionales complémentaires peuvent permettre de relever les défis qui se posent aujourd'hui et ceux qui se poseront demain en matière de développement durable.

Dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le commerce international est considéré comme un moteur de la croissance économique pour tous et de la réduction de la pauvreté, et comme un moyen important pour atteindre les objectifs de développement durable. Les échanges commerciaux peuvent contribuer à l'émergence d'un monde meilleur, qui ne connaîtrait plus ni la faim ni la malnutrition.

Grâce au commerce, il est possible de déplacer les denrées alimentaires depuis l'endroit où on peut les produire à un coût relativement bas vers l'endroit où on en a besoin. Le commerce est donc un moyen de promouvoir la sécurité alimentaire et une alimentation saine à l'échelle mondiale: il permet en effet à de nombreux pays de par le monde de répondre aux besoins alimentaires de leur population par une offre plus abondante et plus diversifiée que celle qu'ils pourraient assurer. Le commerce pourrait aider le secteur agricole mondial à rationaliser l'utilisation des ressources naturelles, telles que l'eau et les terres. Il peut également servir à diffuser les connaissances dans le monde. Les chaînes de valeur mondiales ouvrent la voie à des transferts de technologies et peuvent stimuler la productivité agricole, un aspect important pour les pays en développement.

Il ne fait aucun doute que des marchés mondiaux ouverts, prévisibles, fondés sur des règles et capables de bien fonctionner sont bénéfiques à tous les pays. Dans l'ensemble, les marchés mondiaux améliorent l'efficacité de l'agriculture et offrent aux consommateurs un choix plus large de denrées alimentaires à des prix plus abordables. Toutefois, le commerce des produits alimentaires et agricoles peut avoir des retombées négatives sur les plans environnemental et social. Une production destinée à l'exportation peut se traduire par une augmentation de la pollution, de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre. Des importations alimentaires à bas prix pourraient placer les petits exploitants agricoles des pays en développement dans une situation où ils seraient incapables de faire face à la concurrence. Les agricultrices souffrant d'un accès restreint au capital et aux intrants pourraient être les plus durement touchées. On ne peut et on ne doit pas attendre des politiques commerciales qu'elles règlent à elles seules la question des compromis à trouver entre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux. Il faut les compléter par d'autres mesures plus ciblées.

La manière dont nous décidons des politiques commerciales et des mesures complémentaires que nous pouvons mettre en place pour promouvoir des systèmes agroalimentaires durables est également importante. Les règles commerciales multilatérales constituent les piliers les plus fondamentaux du commerce alimentaire et agricole mondial. Souvent, des accords commerciaux régionaux de plus grande envergure sont établis sur la base du cadre multilatéral pour favoriser une intégration commerciale plus poussée. Ces accords peuvent faciliter la création de chaînes de valeur alimentaires et agricoles régionales en permettant

l'adoption de normes supplémentaires à des fins de coopération ainsi que l'harmonisation de la réglementation et des normes alimentaires. L'importance des accords commerciaux ne tient pas seulement aux gains économiques. L'intégration commerciale peut également réduire les risques de conflit. À titre d'exemple, à sa création en 1958, le marché commun européen avait pour vocation d'unir l'Europe et de préserver la paix sur un continent qui avait été déchiré par des guerres successives.

Les marchés alimentaires et agricoles mondiaux sont aujourd'hui plus intégrés que jamais; toutefois, face à la complexité grandissante des défis auxquels nous sommes confrontés, nous devrions veiller avant toute chose à préserver les fonctions essentielles et bénéfiques que ces marchés assurent. Une fragmentation du commerce alimentaire mondial pourrait menacer la sécurité alimentaire dans de nombreuses parties du monde. En période de crise, les restrictions à l'exportation peuvent accentuer la volatilité déjà extrême des prix, et ce au détriment des pays à faible revenu et à déficit vivrier, en particulier ceux dont la sécurité alimentaire dépend des marchés mondiaux. De telles restrictions peuvent aussi avoir des incidences négatives à moyen terme.

L'édition 2022 de *La situation des marchés des produits agricoles* examine les approches multilatérales et régionales en matière de politique commerciale agricole sous l'angle de la résilience des systèmes agroalimentaires, de la croissance économique et des effets sur l'environnement. L'intégration commerciale multilatérale et son pendant régional peuvent jouer un rôle complémentaire pour ce qui est de faire du commerce alimentaire et agricole un moteur de croissance. Cependant, face à des défis d'envergure mondiale tels que le changement climatique, c'est la coopération multilatérale qui permettra d'apporter des réponses efficaces sous la forme de politiques commerciales qui contribueront à donner une portée mondiale aux efforts d'atténuation. Des problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales.

Les politiques commerciales relatives à l'alimentation et à l'agriculture doivent avoir pour finalité de protéger la sécurité alimentaire au niveau mondial, d'aider à concilier les objectifs économiques et les objectifs environnementaux, et de renforcer la résilience du système agroalimentaire mondial face aux chocs tels que les conflits, les pandémies et les phénomènes météorologiques extrêmes. Le présent rapport fournit à point nommé aux décideurs et autres acteurs clés des indications précieuses sur lesquelles ils pourront s'appuyer pour prendre des mesures concrètes.



Qu Dongyu  
Directeur général de la FAO

# MESSAGES CLÉS

→ Le commerce international des produits alimentaires et agricoles a connu un essor rapide dans les années 2000. Le réseau du commerce alimentaire et agricole s'est densifié: les pays sont plus nombreux à commercer les uns avec les autres, avec une participation accrue des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. L'un des catalyseurs du processus de mondialisation a été la libéralisation des échanges aux niveaux multilatéral et régional. Depuis la crise financière de 2008, ce processus de mondialisation est resté stationnaire.

→ Le réseau mondial du commerce des produits alimentaires et agricoles s'est équilibré. Aujourd'hui, un plus grand nombre de pays pratique des échanges avec un plus grand nombre de partenaires commerciaux, ce qui a renforcé la capacité tampon du réseau et sa résilience face aux chocs. Toutefois, la majeure partie de la valeur échangée reste entre les mains de quelques pays seulement, et seuls certains pays s'approvisionnent en une grande diversité de produits alimentaires et agricoles auprès de nombreux exportateurs différents.

→ Les marchés alimentaires et agricoles mondiaux sont façonnés par les avantages comparatifs, les politiques commerciales et le coût des échanges commerciaux. Ces facteurs primordiaux déterminent le choix des partenaires commerciaux et les flux d'échanges entre partenaires, la valeur

des produits alimentaires et agricoles échangés et les bénéfices procurés par les échanges.

→ Dans les secteurs alimentaire et agricole, des coûts commerciaux élevés sont de nature à affaiblir le poids de l'avantage comparatif. Ces coûts peuvent être importants à cause de la masse et du caractère périssable des denrées alimentaires, ainsi que des coûts élevés de la conformité aux mesures non tarifaires, telles que les normes sanitaires et phytosanitaires.

→ Les ressources naturelles, notamment la terre et l'eau, apportent un avantage comparatif dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture. Le commerce assure la sécurité alimentaire et aide les pays à surmonter les contraintes liées à la terre et à l'eau, car il permet d'obtenir une alimentation plus abondante et plus diversifiée que celle que le pays pourrait produire.

→ À long terme, sachant qu'il faudra augmenter la production pour répondre à une demande alimentaire croissante, les politiques qui encouragent l'ouverture des marchés alimentaires et agricoles mondiaux peuvent contribuer à faire baisser la pression sur les ressources naturelles. Toutefois, les politiques commerciales ne peuvent pas, à elles seules, résoudre aisément le problème des externalités environnementales.

Les règles commerciales multilatérales, dont celles inscrites dans le cadre de l'OMC, ainsi que les réglementations nationales, peuvent être un moyen d'aider à concilier les objectifs économiques et les objectifs environnementaux.

➔ De plus en plus souvent, les accords commerciaux régionaux (ACR) comportent des clauses relatives à l'environnement afin de promouvoir des pratiques durables, et incitent les partenaires commerciaux à adopter des systèmes de certification volontaire de la durabilité par des tiers. Pour agir efficacement contre les externalités environnementales, les ACR doivent comporter des dispositions environnementales juridiquement contraignantes et être encadrés par des institutions bien établies.

➔ Le cadre actuel des politiques commerciales en matière d'alimentation et d'agriculture, tel qu'il est défini par l'OMC, a découragé les pratiques déloyales, limité les incertitudes et facilité la coordination

entre les pays. Ce cadre multilatéral sert également de fondement aux accords commerciaux régionaux. La libéralisation des échanges, tant au niveau multilatéral que régional, a favorisé l'essor du commerce mondial.

➔ Lorsqu'elles sont circonscrites localement, les externalités environnementales produites par le commerce international peuvent trouver une solution dans des politiques commerciales assorties d'une réglementation nationale. Lorsque ces externalités ont une portée mondiale, comme les émissions de gaz à effet de serre, les mesures unilatérales ou même régionales sont inopérantes. Bien qu'ils soient difficiles à négocier et à appliquer, les accords multilatéraux sont le seul moyen de régler efficacement la question des externalités environnementales mondiales. Les règles commerciales qui en découlent contribuent à élargir le champ d'action des politiques de manière à prendre en compte les coûts sociaux des externalités.



# RÉSUMÉ

## LA GÉOGRAPHIE DU COMMERCE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE

L'édition 2022 de *La situation des marchés des produits agricoles*, qui fournit un cadre pour l'analyse de la géographie du commerce alimentaire et agricole, étudie différentes approches de la coopération en matière d'intégration commerciale dans l'optique d'une croissance durable.

L'analyse porte avant tout sur la configuration des échanges commerciaux alimentaires et agricoles, les facteurs qui entrent en jeu et le rôle des diverses configurations dans la formation de l'environnement actuel en ce qui concerne les politiques commerciales.

Étudier la géographie du commerce permet de tirer de nombreux enseignements précieux pour l'analyse du développement durable. Premièrement, dresser la carte du commerce des produits alimentaires et agricoles permet de mieux comprendre l'évolution de phénomènes tels que la mondialisation et l'intégration régionale, et leur lien avec la croissance économique. Les tendances que l'on constate à cet égard peuvent aussi aider à mesurer la résilience des marchés alimentaires et agricoles mondiaux face aux chocs, tel celui que constitue la guerre actuelle en Ukraine, et à évaluer les répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Deuxièmement, la géographie du commerce met en évidence les écarts importants qui existent entre les pays. La richesse mondiale s'est accrue, mais la part de celle-ci qui revient aux pays à faible revenu n'a pas tellement changé. Les écarts de productivité agricole sont eux aussi énormes. Les différences relatives de productivité entre les pays peuvent être des facteurs déterminants du poids des avantages comparatifs sur les marchés alimentaires et agricoles et conditionner la structure des échanges. Le coût des échanges, qui dépend aussi de la géographie, joue un rôle important et peut contribuer à isoler les pays à faible revenu, limitant les possibilités de croissance et de développement.

Troisièmement, en considérant le commerce à travers le prisme de la géographie, on fait apparaître les déséquilibres dans la répartition des ressources naturelles. La terre et l'eau sont des facteurs de production essentiels qui contribuent eux aussi aux avantages comparatifs. Le commerce aide les régions faiblement dotées en ressources, notamment les pays en situation de stress hydrique, à assurer leur sécurité alimentaire, mais il peut aussi nuire à l'environnement. Comme la nourriture est de plus en plus souvent consommée loin de son lieu de production, le commerce suscite des externalités environnementales sur toute la planète. La production destinée à

l'exportation peut accroître la pression sur des ressources naturelles déjà appauvries et avoir des incidences sur les forêts et sur la biodiversité.

Cette analyse géographique du commerce des produits alimentaires et agricoles met en lumière les compromis à trouver entre les différents objectifs de développement durable et peut faciliter le débat sur un environnement qui est complexe sur le plan des politiques. Le multilatéralisme, représenté par le Cycle de négociations de Doha de l'OMC, est au point mort et des blocs commerciaux régionaux renforcés se développent. Les deux stratégies cherchent à favoriser l'intégration commerciale et la croissance économique, tout en prenant en considération les effets du commerce sur l'environnement. Dans le contexte de ces stratégies, la présente édition examine dans quelle mesure les politiques commerciales peuvent permettre de relever les défis mondiaux d'aujourd'hui.

## MONDIALISATION ET RÉGIONALISATION

Le commerce assure la liaison entre les systèmes agroalimentaires et les populations. Les pays sont aujourd'hui plus nombreux à commercer les uns avec les autres. Le commerce des produits alimentaires et agricoles a connu une forte hausse, en valeur, entre 2000 et 2008, mais cette tendance a été brusquement interrompue en 2009, dans le prolongement de la crise financière. La mondialisation, l'expansion du commerce alimentaire et agricole et l'évolution des chaînes de valeur mondiales ont été catalysées par une série d'accords commerciaux, aux niveaux multilatéral et régional, qui ont fait baisser les droits de

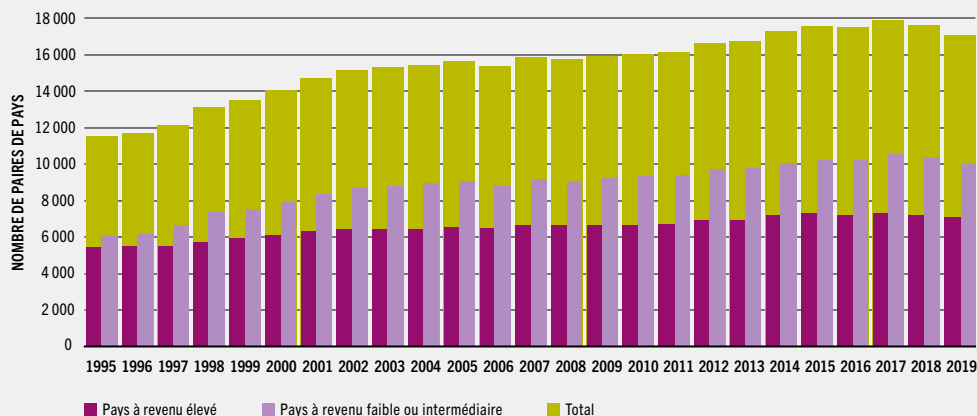
douane et ont en partie levé les autres freins aux échanges. La part des exportations mondiales des pays à revenu faible ou intermédiaire, qui est passée d'environ 30 pour cent en 1995 à 40 pour cent en 2011, est restée stable depuis, les pays à revenu élevé représentant 60 pour cent des exportations.

Les pays ont été de plus en plus nombreux à accroître leur participation au commerce mondial des produits alimentaires et agricoles, si bien que les contours et la géographie de ce commerce ont changé. Les modalités spécifiques selon lesquelles les pays commercent entre eux aboutissent à un «réseau» commercial qui reflète la position de chaque pays par rapport aux autres, tout en faisant ressortir d'importantes caractéristiques du marché mondial. À l'échelle mondiale, le nombre de liens commerciaux, c'est-à-dire le nombre de flux commerciaux entre pays, est passé d'environ 11 000 en 1995 à plus de 17 000 à la fin de la deuxième décennie du millénaire (figure 1.4). Avec le temps, et en tirant parti de l'ouverture croissante du marché mondial, les pays à revenu faible ou intermédiaire ont augmenté leur connectivité plus rapidement que les pays à revenu élevé, si bien qu'ils comptabilisaient environ 60 pour cent des liens commerciaux mondiaux en 2019.

L'expansion du commerce des produits alimentaires et agricoles et l'émergence de nouveaux acteurs sur les marchés mondiaux ont modifié la structure du réseau commercial. En 1995, il existait un petit nombre de grands pôles d'échanges – c'est-à-dire de pays connectés à de nombreux partenaires commerciaux par un grand nombre de liens commerciaux, dont beaucoup à forte valeur (figure 1.7).

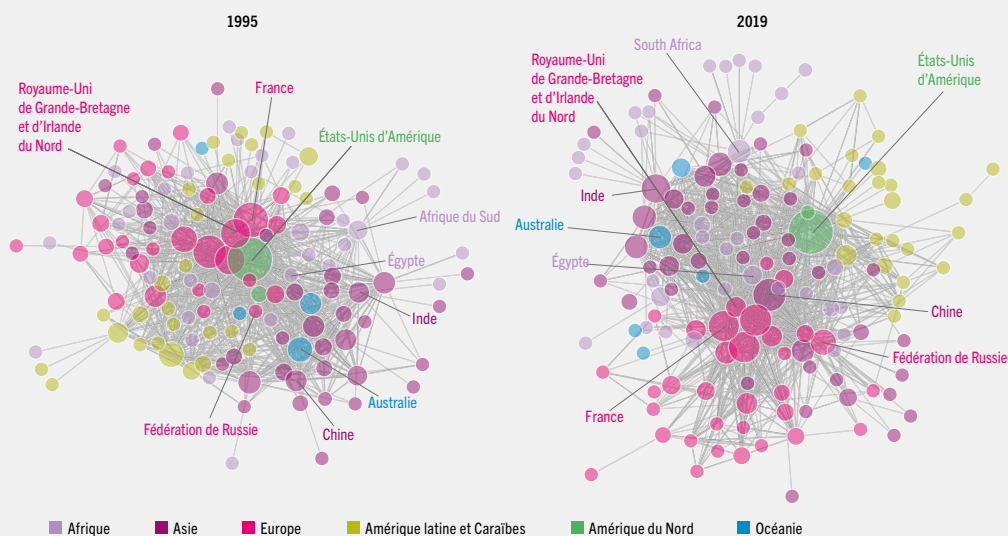


**FIGURE 1.4 ÉVOLUTION DES LIENS COMMERCIAUX SUR LE MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES, 1995-2019**



SOURCE: Jafari, Y., Engemann, H. et Zimmermann, A. 2022. The evolution of the global structure of food and agricultural trade: Evidence from network analysis. Document d'information élaboré pour le rapport *La situation des marchés des produits agricoles 2022*. Rome, FAO.

**FIGURE 1.7 RÉSEAU ET PÔLES DU COMMERCE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES EN 1995 ET 2019**



NOTE: Les cercles représentent les pays. Les grands cercles peuvent être des pôles commerciaux. Plus ces pôles sont situés à l'intérieur (et, inversement, à l'extérieur) du réseau, plus celui-ci est centralisé (ou décentralisé). Les pays dont les valeurs commerciales sont inférieures à 0,01 pour cent du commerce mondial sont exclus. Mesuré sur la base de l'intensité des échanges commerciaux.

SOURCE: Jafari, Y., Engemann, H. et Zimmermann, A. 2022. The evolution of the global structure of food and agricultural trade: Evidence from network analysis. Document d'information élaboré pour le rapport *La situation des marchés des produits agricoles 2022*. Rome, FAO.

» Avec le temps, et sous l'effet de l'expansion du commerce et de l'émergence de nouveaux acteurs, le nombre de ces pôles commerciaux a augmenté, tandis que dans le même temps la domination de chacun d'eux diminuait. Ces changements structurels se traduisent par des conditions de concurrence qui sont relativement égales et un marché alimentaire mondial à même de favoriser la croissance économique. Aujourd'hui, par exemple, les pays à revenu faible ou intermédiaire sont plus susceptibles qu'il y a vingt ans de commercer avec les économies à revenu élevé. C'est un point important, car le commerce facilite la diffusion des technologies et des connaissances, et stimule la productivité et la croissance.

Dans ce contexte mondial, les marchés régionaux continuent toutefois de jouer un rôle important. La régionalisation du commerce des produits alimentaires et agricoles, c'est-à-dire la tendance des pays à commercer davantage à l'intérieur d'une région qu'avec des pays situés en dehors de cette région, a pris de l'ampleur.

## LA RÉSILIENCE DU COMMERCE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE MONDIAL FACE AUX CHOCs

La pandémie de covid-19 a mis à l'épreuve la résilience du réseau du commerce des produits alimentaires et agricoles en 2020 et 2021. La pandémie et les mesures prises par les gouvernements partout dans le monde pour la contenir ont simultanément ébranlé tous les aspects du système agroalimentaire. Globalement, et malgré les nombreux

défis, le réseau des échanges commerciaux alimentaires et agricoles s'est révélé remarquablement résilient face au choc. En réalité, au niveau mondial, les seuls effets visibles ont été les perturbations de courte durée qui ont affecté les échanges commerciaux au début de la pandémie et lors des restrictions de déplacement imposées dans le monde pendant les mois de mars et d'avril 2020.

À l'échelle d'un pays, les perturbations soudaines affectant la production alimentaire intérieure, par exemple des événements climatiques extrêmes ou des crises géopolitiques, peuvent être efficacement atténuées par des ajustements au niveau des quantités achetées et vendues, dans la perspective d'assurer la sécurité alimentaire. De cette façon, les chocs touchant des pays ou des régions en particulier peuvent être partiellement neutralisés à l'échelle mondiale. On voit que le commerce peut potentiellement être un outil puissant pour lisser les fluctuations de l'offre mondiale et, partant, réduire la volatilité des prix.

Au niveau mondial, le degré de vulnérabilité des pays face aux chocs survenant sur les marchés extérieurs dépend de nombreux facteurs. L'un des facteurs déterminants est la structure du réseau commercial. Si quelques grands acteurs dominent le réseau et que de nombreux autres pays sont connectés à ces pôles mais pas entre eux, les chocs affectant ces grands acteurs peuvent facilement se transmettre à l'ensemble du réseau, voire être amplifiés par les chaînes de valeur mondiales (voir l'**encadré 1.3** sur les conséquences potentielles de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire).

**ENCADRÉ 1.3 LA GUERRE EN UKRAINE ET LA RÉSILIENCE DU RÉSEAU MONDIAL DU COMMERCE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES**

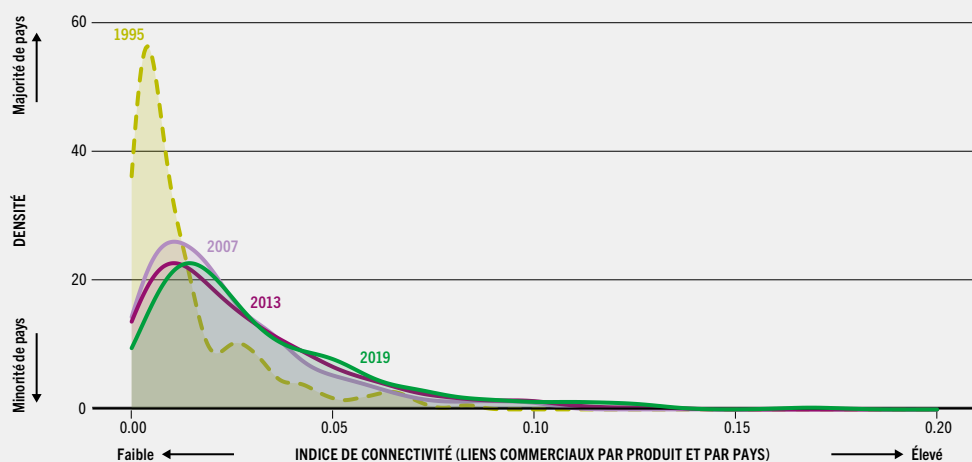
En cas de perturbations subies par un grand exportateur, la résilience peut être mieux équilibrée au niveau global, pour l'ensemble des produits alimentaires et agricoles – grâce à une augmentation des importations en provenance d'autres pays –, que pour un produit donné. Dans le cas d'un produit en particulier, tel que le blé, seuls quelques pays bénéficient d'un avantage comparatif et en sont les principaux exportateurs, ce qui peut donner lieu à une forte

dépendance des autres pays du réseau à l'égard de ces exportateurs essentiels.

Si le marché mondial des produits alimentaires et agricoles a gagné en équilibre et en résilience au niveau global, des dépendances considérables persistent au niveau des produits, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires de base. La figure 1.16 montre que si la résilience s'est renforcée entre 1995 et 2007, la répartition des liens commerciaux au niveau



**FIGURE 1.16 RÉPARTITION DE LA CONNECTIVITÉ ENTRE LES PRODUITS ET LES PAYS, DONNÉES NORMALISÉES, 1995-2019**



NOTE: Les pays dotés de nombreux liens commerciaux par pays et par produit, qui s'approvisionnent en une grande variété de produits alimentaires et agricoles auprès de nombreux exportateurs différents, sont situés à l'extrémité droite de la courbe, et ceux qui s'approvisionnent auprès d'un plus petit nombre d'exportateurs sont situés à l'extrémité gauche. En 1995, le commerce était fortement concentré sur quelques produits et quelques pays. Depuis, la résilience des importations au niveau des pays et des produits s'est améliorée, mais des dépendances subsistent.

SOURCE: Jafari, Y., Engemann, H. et Zimmermann, A. 2022. The evolution of the global structure of food and agricultural trade: Evidence from network analysis. Document d'information élaboré pour le rapport *La situation des marchés des produits agricoles 2022*. Rome, FAO.



## ENCADRÉ 1.3 (suite)

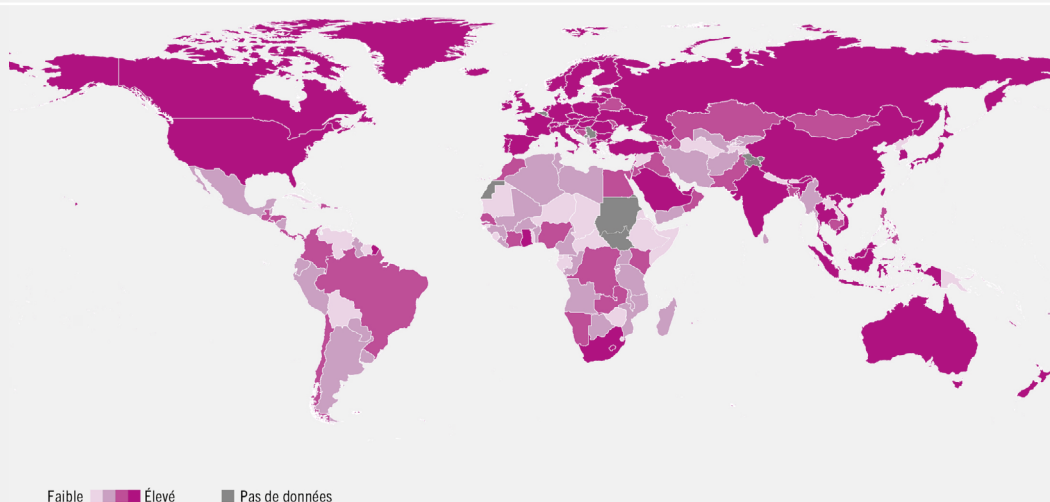
des produits demeure bien moins équilibrée que la répartition des liens commerciaux globaux à l'échelon des pays. Seuls quelques pays font appel à un grand nombre d'exportateurs différents pour s'approvisionner en une grande variété de produits alimentaires et agricoles. Les importations de la plupart des pays sont plus concentrées: elles portent sur un plus petit éventail de produits et sont obtenues auprès d'un nombre limité de partenaires commerciaux.

La **figure 1.17** montre que le nombre de liens commerciaux des régions Afrique et Amérique

latine et Caraïbes sur le marché des produits alimentaires et agricoles est généralement inférieur à la moyenne. Si de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont des exportateurs nets de produits alimentaires, les pays d'Afrique (en particulier d'Afrique du Nord) en sont généralement importateurs nets. Or, dépendre des importations d'un faible éventail de produits auprès d'un nombre limité d'exportateurs compromet la résilience face aux chocs susceptibles d'affecter les pays exportateurs et l'approvisionnement.



**FIGURE 1.17** CONNECTIVITÉ PAR PRODUIT ET PAR PAYS, AU NIVEAU DES PAYS, 2019



NOTE: Les couleurs plus foncées indiquent les pays dotés de nombreux liens par produit et par pays, qui s'approvisionnent en une grande variété de produits alimentaires et agricoles auprès de nombreux exportateurs différents. Une nuance plus claire indique les pays qui s'approvisionnent en un éventail plus restreint de produits auprès d'un nombre plus restreint d'exportateurs.

SOURCE: Jafari, Y., Engemann, H. et Zimmermann, A. 2022. The evolution of the global structure of food and agricultural trade: Evidence from network analysis. Document d'information élaboré pour le rapport *La situation des marchés des produits agricoles 2022*. Rome, FAO. Conforme à la carte n° 4170 Rev. 19, Organisation des Nations Unies (octobre 2020).

**ENCADRÉ 1.3** (suite)

Dépendre d'un petit nombre de partenaires commerciaux peut engendrer des déséquilibres et des vulnérabilités face aux chocs, tant dans les pays importateurs qu'exportateurs. Une étude a montré qu'au sein du réseau du commerce des céréales, qui ne compte que quelques grands exportateurs, les pays étaient moins résilients en cas de perturbations, comme on a pu l'observer pendant la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 et lors de la phase de flambée des prix de 2010-2011, où plusieurs grands producteurs ont imposé des restrictions à l'exportation.

De fait, ce réseau a été mis en évidence comme étant l'un des réseaux commerciaux les plus vulnérables, au niveau des produits, en cas de choc intervenant chez un des exportateurs principaux, tels que la Fédération de Russie, l'Ukraine et certains pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale.

Les analyses du réseau mondial du blé ont montré que la résilience de celui-ci s'était accrue entre 2009 et 2013, mais certains pays en développement sont devenus plus dépendants des importations et donc plus vulnérables en cas de choc dans les pays exportateurs. Les pays d'Afrique du Nord, ainsi que d'Asie de l'Ouest et de l'Est seraient plus sensibles aux chocs liés à l'offre de blé. Par exemple, au début des années 2010, les pertes de rendement induites par la vague de chaleur en Fédération de Russie, ainsi que les restrictions à l'exportation qui en ont résulté, auraient contribué à la hausse des prix du blé à l'origine de troubles sociaux dans ces pays.

La Fédération de Russie et l'Ukraine font partie des plus grands exportateurs de certains produits agricoles au niveau mondial.

En 2021, l'un ou l'autre de ces pays, voire les deux, se sont trouvés parmi les trois premiers exportateurs mondiaux de blé, d'orge, de maïs, de colza, d'huile de colza, de graines de tournesol et d'huile de tournesol. La Fédération de Russie était aussi l'un des trois premiers exportateurs mondiaux d'engrais. Cette situation a ainsi soulevé des préoccupations quant aux risques de propagation de la guerre en Ukraine (qui a commencé en février 2022) au-delà de la région.

À la fin du mois de mars 2022, la guerre avait déjà causé d'importants dégâts et des pertes en vies humaines dans les principaux foyers de population d'Ukraine, s'était étendue aux zones rurales et avait entraîné des déplacements massifs. Si la violence a connu une escalade rapide, il reste extrêmement difficile de prévoir l'évolution du conflit et ses conséquences sur les vies, les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition. À l'heure où nous écrivons, nous ignorons par ailleurs si l'Ukraine serait en mesure d'effectuer ses récoltes, d'en planter de nouvelles ou de maintenir sa production de bétail au fur et à mesure de l'évolution de la guerre. Celle-ci a déjà entraîné la fermeture des ports, la suspension des opérations de broyage des graines oléagineuses et la mise en place de restrictions (au moyen d'un système d'octroi de licences), voire d'interdictions, des exportations de certaines cultures et de certains produits alimentaires. Autant d'éléments susceptibles de porter un coup aux exportations de céréales et d'huile végétale du pays dans les mois à venir.

Beaucoup d'incertitudes entourent aussi l'avenir des exportations de la Fédération de Russie, étant donné les difficultés de vente



## ENCADRÉ 1.3 (suite)

qui vont probablement résulter des sanctions économiques imposées au pays et leur incidence sur les futures décisions de plantation.

La Fédération de Russie et l'Ukraine sont des fournisseurs essentiels pour de nombreux pays fortement dépendants des denrées alimentaires et des engrais importés. Plusieurs de ces pays appartiennent au groupe des pays les moins avancés (PMA), et beaucoup d'autres à celui des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

Par exemple, en 2021, l'Érythrée a fait venir l'intégralité de ses importations de blé de Fédération de Russie (53 pour cent) et d'Ukraine (47 pour cent). De nombreux pays d'Amérique du Nord, ainsi que d'Asie de l'Ouest et d'Asie centrale, sont aussi fortement dépendants des importations de blé de ces deux pays.

Dans l'ensemble, plus de 30 importateurs nets de blé dépendent d'eux pour répondre à plus de 30 pour cent de leurs besoins en blé importé.

Nombre de ces pays souffraient déjà des effets négatifs de la montée internationale des prix des produits alimentaires avant cette guerre. À l'échelle mondiale, si celle-ci donne lieu à une baisse soudaine et prolongée des exportations de denrées alimentaires en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, elle exercera une pression supplémentaire, à la hausse, sur les prix des produits alimentaires au niveau international, au détriment en particulier des pays économiquement vulnérables.

La guerre devrait aussi accroître les besoins humanitaires de l'Ukraine, tout en creusant ceux des millions de personnes qui, avant cette escalade de la violence, étaient déjà déplacées ou avaient besoin d'assistance en raison du conflit qui touche depuis plus de huit ans la partie orientale du pays. En restreignant directement la production agricole, en limitant l'activité économique et en augmentant les prix, la guerre a ultérieurement rogné le pouvoir d'achat des populations locales, ce qui aura pour conséquence des hausses de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les besoins humanitaires dans les pays voisins, où les populations déplacées cherchent refuge, ont aussi fortement augmenté.

Assurer et renforcer la transparence du marché est essentiel pour fournir des informations en temps voulu sur les goulots d'étranglement et les dysfonctionnements potentiels, et pour offrir des solutions de remplacement. Le dialogue sur les politiques devrait être renforcé afin de faire en sorte que les marchés mondiaux des produits alimentaires et agricoles continuent de fonctionner correctement et que le commerce de ces produits reste fluide. Les pays qui dépendent des importations de produits alimentaires en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine doivent trouver d'autres exportateurs pour se fournir. Ils devraient aussi utiliser les réserves alimentaires existantes et accroître la diversité de leur base de production intérieure.

Adapté des documents suivants: FAO. 2022. *The importance of Ukraine and the Russia Federation for global agricultural markets and the risks associated with the war in Ukraine*. Note d'information. Version actualisée le 10 juin 2022. Rome, FAO; FAO. 2022. *Ukraine: Note on the impact of the war on food security in Ukraine*. 25 mars 2022. Rome, FAO; Torero, M. 2022. «Russia's invasion of Ukraine should not cause a hunger crisis», article d'opinion. Los Angeles Times, 4 mars 2022.

## LES FACTEURS PRIMORDIAUX DU COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES

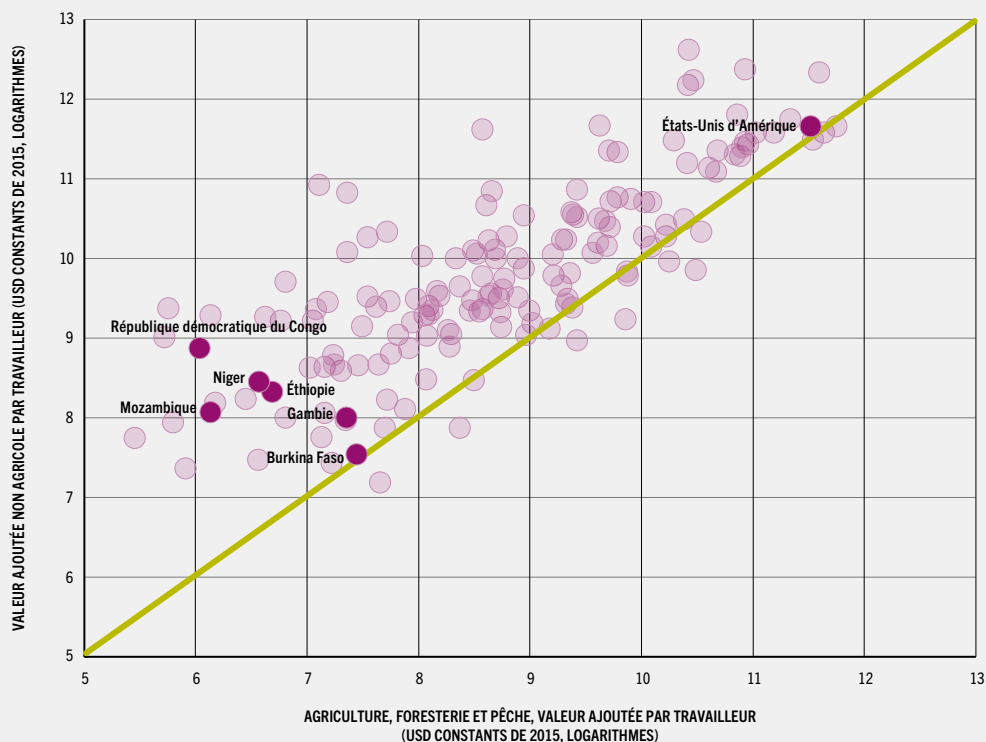
Le commerce alimentaire et agricole a toujours été au cœur de l'histoire humaine et joue un rôle essentiel dans nos sociétés. À l'échelle d'un pays, le commerce des produits alimentaires et agricoles dépend de nombreux facteurs, au premier rang desquels l'avantage comparatif, c'est-à-dire la capacité d'un pays à produire un bien donné à un coût d'opportunité inférieur à celui de ses partenaires commerciaux.

Les écarts de productivité dans le secteur agricole sont immenses. La **figure 2.1** montre que dans la majeure partie des pays, la productivité par travailleur – mesurée par la valeur ajoutée par travailleur – est beaucoup plus faible dans l'agriculture que dans les secteurs non agricoles (la majorité des observations étant situées au-dessus de la diagonale). En moyenne, les 10 pour cent de pays les plus riches produisent environ 70 fois plus de valeur ajoutée agricole par travailleur que les 10 pour cent de pays les plus pauvres sur la courbe de distribution des revenus. Beaucoup de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de pays à faible revenu rencontrent des difficultés importantes dans l'adoption des technologies et l'accès aux intrants améliorés. De nombreux autres facteurs, notamment la superficie moyenne réduite des exploitations agricoles et un accès limité aux assurances, au crédit et à l'éducation, en particulier pour les femmes, sont responsables d'une productivité agricole plus faible dans les pays en développement.

Les mesures adoptées dans le cadre des politiques agricoles et commerciales, par exemple les subventions et les mesures aux frontières, peuvent affaiblir le rôle de l'avantage comparatif dans la formation des flux d'échanges. Elles peuvent même avoir pour effet d'inverser le lien entre les avantages comparatifs et le commerce: des biens qui auraient normalement été importés sont exportés, et vice-versa. Par exemple, cet effet a été constaté pour les subventions à l'exportation, qui ont été éliminées pour les produits agricoles à la dixième Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Nairobi en 2015. Les mesures non tarifaires, notamment les normes sanitaires et phytosanitaires, peuvent elles aussi modifier le rôle de l'avantage comparatif dans les flux d'échanges. Chaque produit alimentaire est soumis, en moyenne, à huit normes et mesures non tarifaires différentes, et la mise en conformité accroît considérablement les coûts.

Les échanges commerciaux peuvent entraîner de fortes dépenses, et les coûts de transport augmentent généralement avec la distance parcourue. À cela s'ajoutent les coûts de la recherche et de la communication et ceux associés à la documentation, aux formalités administratives et aux délais de dédouanement aux frontières. Le coût des échanges est aussi sensiblement plus élevé dans les pays en développement où les infrastructures de transport et de communication sont de relativement piètre qualité, ce qui limite les possibilités pour ces pays d'exploiter les débouchés commerciaux découlant de leurs éventuels avantages comparatifs. On estime que, dans les pays à faible revenu, ce coût peut représenter jusqu'à 400 pour cent en

FIGURE 2.1 PRODUCTIVITÉ DANS L'AGRICULTURE ET DANS LES SECTEURS NON AGRICOLES, 2019



NOTE: Relation entre la valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture, le secteur des forêts et la pêche, d'une part, et dans les secteurs non agricoles (secteur manufacturier, mines et carrières, construction et services collectifs), d'autre part, pour un ensemble de pays.

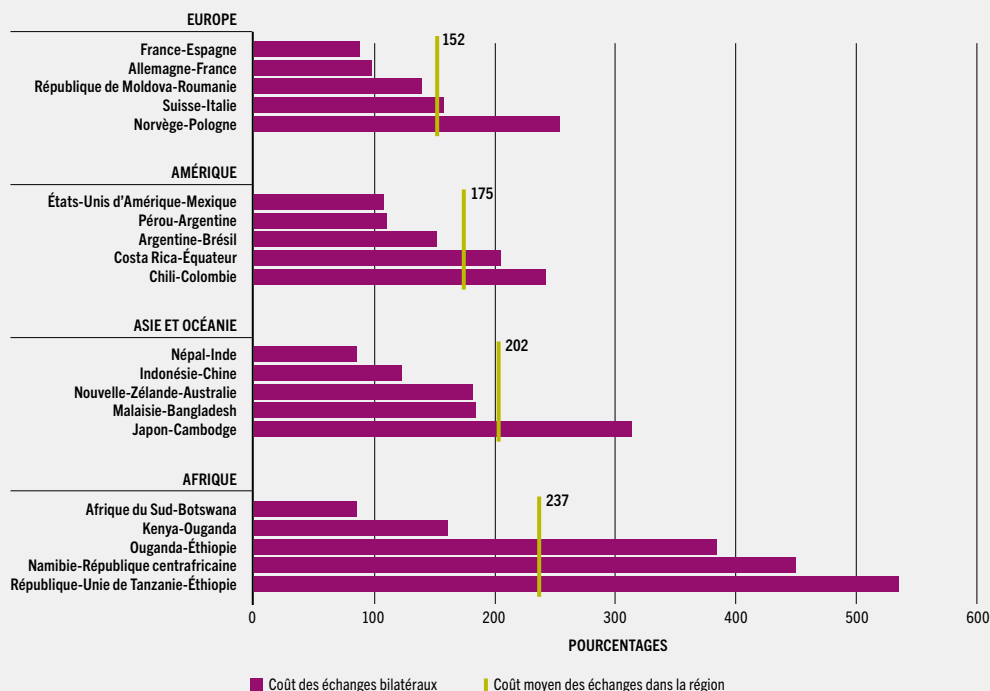
SOURCE: Indicateurs du développement dans le monde, Groupe de la Banque mondiale.

équivalent *ad valorem*. Ces charges élevées freinent l'intégration commerciale.

S'agissant du commerce intrarégional, le coût des échanges de produits alimentaires et agricoles en Afrique subsaharienne est estimé à 237 pour cent en moyenne en équivalent *ad valorem*, contre 152 pour cent en Europe (figure 2.8). En Afrique

subsaharienne, par exemple, le faible rôle des avantages comparatifs et le coût élevé des échanges aboutissent à une faible intensité du commerce intrarégional. Les pays de la région commercent plus avec des pays extérieurs à la région qu'entre eux. De même, s'ils n'avaient pas à faire face à des coûts commerciaux élevés, les pays commerceraient peut-être davantage. En



**FIGURE 2.8** COÛT DES ÉCHANGES BILATÉRAUX ET MOYENNES INTRARÉGIONALES (EN ÉQUIVALENT AD VALOREM), 2017

NOTE: Les coûts indiqués sont des estimations et se réfèrent au coût des échanges de produits alimentaires et agricoles, exprimé en équivalent ad valorem de l'indice des prix du pays de destination (l'importateur – le premier pays de chaque paire). Ils correspondent au coût associé à l'achat de tous les produits alimentaires et agricoles venant d'une source déterminée (l'exportateur – le second pays de chaque paire).

SOURCE: Kozłowska, M.K., Rapsomanikis, G. et Zimmermann, A. 2022. Comparative advantage and trade costs in a Ricardian model of global food and agricultural trade. Document d'information élaboré pour le rapport *La situation des marchés des produits agricoles 2022*. Rome, FAO.

particulier, dans les pays à faible revenu, où la productivité agricole est relativement faible, le coût élevé des échanges et un commerce moindre peuvent avoir pour effet d'accroître la part du secteur agricole par rapport aux autres secteurs économiques, ce qui est nécessaire pour répondre aux

besoins alimentaires de la population. Cette situation peut faire obstacle à la transformation structurelle de l'économie.

Les politiques suivies doivent viser non seulement à améliorer la productivité agricole, mais aussi à réduire le coût des

échanges afin de tirer parti des avantages du commerce international. Faire baisser le coût des échanges permettra d'ouvrir davantage les pays au commerce et de faire jouer les avantages comparatifs, avec des gains à la clé. Toutefois, dans les pays à faible productivité agricole, l'ouverture commerciale peut aussi être synonyme de pertes, notamment pour les petits exploitants agricoles qui ne sont pas en mesure d'augmenter leurs rendements et de faire face à la concurrence sur des marchés plus ouverts. Des politiques complémentaires seront nécessaires pour améliorer l'accès aux technologies et aux intrants modernes, ainsi que pour faciliter la réaffectation de la main-d'œuvre dans d'autres secteurs, par l'intermédiaire du marché du travail.

## LES EFFETS DU COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET AGRICOLES SUR L'ENVIRONNEMENT

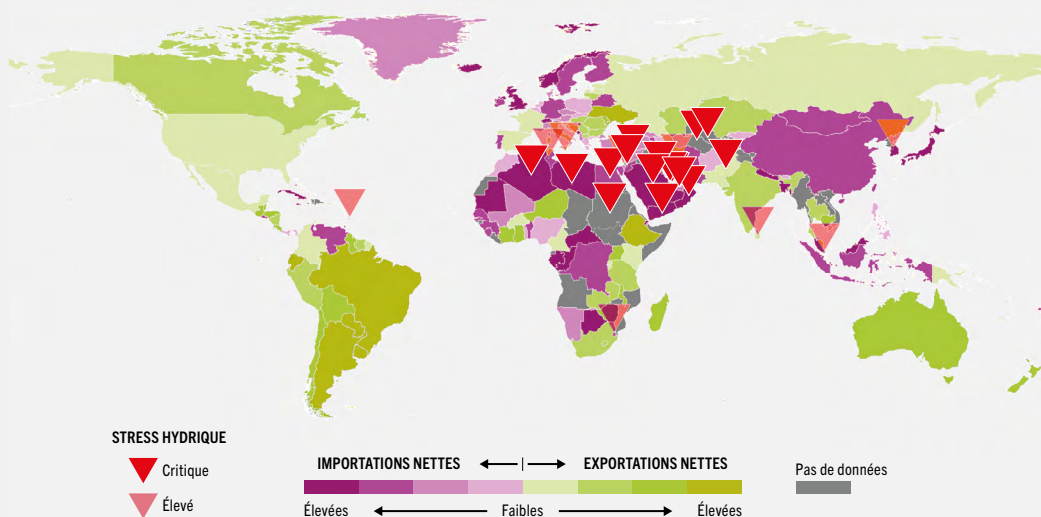
Les ressources naturelles font partie intégrante des facteurs de production des pays et même si l'agriculture dépend aussi de la main-d'œuvre, des machines et des progrès technologiques, qui peuvent aider les producteurs à surmonter les contraintes liées aux ressources, la terre et l'eau demeurent des facteurs essentiels. Dans le secteur agricole, les écarts entre pays dans la dotation en ressources naturelles peuvent contribuer à déterminer les avantages comparatifs et conditionner la structure des échanges. Pour les pays dotés de peu de ressources naturelles et soumis à des conditions climatiques qui ne sont pas favorables à la production agricole, le commerce international est un facteur de sécurité

alimentaire et de nutrition car il permet d'obtenir une alimentation plus abondante et plus diversifiée que celle que le pays pourrait produire.

Au niveau mondial, le commerce et les avantages comparatifs permettent de rationaliser l'utilisation des ressources naturelles. Le commerce permet de concentrer la production agricole dans des régions où le volume d'eau et la surface de terres utilisés sont plus faibles par unité alimentaire produite. Par exemple, d'après une étude, le commerce alimentaire et agricole pourrait faire économiser entre 40 et 60 m<sup>3</sup> d'eau par habitant et par an.

Le commerce représente une fraction des ressources employées pour la production agricole, dont la majeure partie est destinée à satisfaire la demande intérieure. Les pays qui présentent des niveaux relativement élevés de stress hydrique pour leurs ressources en eau renouvelables tendent à importer relativement plus de biens gourmands en eau et sont, par conséquent, importateurs nets de produits agricoles (voir la [figure 3.1](#))

L'ouverture des marchés alimentaires et agricoles mondiaux peut contribuer à faire baisser la pression sur les ressources naturelles, mais les productions destinées à l'exportation peuvent créer des externalités environnementales négatives, qu'il s'agisse des prélèvements d'eau douce, de la pollution, de la déforestation, de la perte de biodiversité ou des émissions de gaz à effet de serre, dans des conditions non viables. Ainsi, la production de bétail, de soja et d'huile de palme, des produits qui bénéficient d'une demande mondiale soutenue, a été responsable de 40 pour cent de la déforestation tropicale constatée entre 2000 et 2010.

**FIGURE 3.1** RELATION ENTRE STRESS HYDRIQUE ET BALANCE COMMERCIALE NETTE, 2018 ET 2019

NOTE: La figure ne présente que les niveaux de stress hydrique élevés et critiques, sur la base des données de 2018. Le niveau de stress hydrique est déterminé par le volume des prélèvements d'eau douce par rapport aux ressources en eau douce disponibles; il est publié par la FAO au titre de l'indicateur 6.4.2 des Objectifs de développement durable. La balance commerciale nette renvoie aux échanges de cultures primaires.

La figure fait apparaître pour chaque pays la balance commerciale nette (exportations moins importations), ramenée au total des échanges (exportations plus importations), sur la base des données de 2019.

SOURCE: FAO. Conforme à la carte n° 4170 Rev. 19, Organisation des Nations Unies (octobre 2020).

Ces incidences environnementales découlent souvent des conditions locales et d'un manque de réglementation. C'est pourquoi les politiques commerciales ne peuvent pas, à elles seules, résoudre aisément le problème des externalités environnementales. Les règles commerciales multilatérales, dont le cadre de l'OMC, ainsi que les réglementations nationales, peuvent être un moyen de concilier les objectifs économiques et les objectifs environnementaux. Les accords

commerciaux sont de plus en plus souvent assortis de dispositions environnementales. Entre 1957 et 2019, sur 318 accords conclus, 131 comportaient au moins une disposition relative à l'environnement et 71 intégraient des dispositions relatives à l'interaction entre l'environnement et l'agriculture. Les accords de ce type incitent les producteurs à adopter des pratiques durables pour pouvoir accéder aux marchés et s'y maintenir.

Il ressort de plusieurs études que, d'une manière générale, les dispositions des ACR relatives à l'environnement ont un effet positif sur les externalités environnementales du commerce international quand les externalités ont pour origine les conditions locales. Des accords commerciaux plus poussés facilitent la convergence des politiques des pays signataires sur nombre de points, notamment l'environnement. Souvent, ils instaurent des mécanismes spécifiques permettant d'examiner et de superviser la mise en œuvre des engagements relatifs à l'environnement.

Les accords commerciaux peuvent inciter les partenaires commerciaux à adopter des pratiques durables dès lors que les dispositions environnementales ont un caractère juridiquement contraignant et que le commerce entre les signataires est encadré par des institutions bien établies, par exemple des procédures de règlement des différends et des études d'impact environnemental.

## DES POLITIQUES COMMERCIALES MULTILATÉRALES ET RÉGIONALES AU SERVICE D'UNE CROISSANCE DURABLE

Depuis le début du nouveau millénaire, la mondialisation et la régionalisation ont évolué en parallèle, les deux tendances se complétant l'une l'autre. Le cadre actuel des politiques commerciales en matière d'alimentation et d'agriculture, tel qu'il est défini par l'OMC, a découragé les pratiques déloyales, limité les incertitudes et facilité la coordination entre les pays. À ce cadre multilatéral viennent s'ajouter de multiples ACR. La libéralisation des

échanges, multilatéraux et régionaux, a favorisé l'essor du commerce mondial.

À la dixième Conférence ministérielle, tenue à Nairobi en 2015, les membres de l'OMC sont convenus d'éliminer les subventions aux exportations agricoles et, en février 2017, l'Accord sur la facilitation des échanges est entré en vigueur. Cela dit, plusieurs domaines liés à l'agriculture, notamment le traitement des stocks publics de denrées alimentaires et le soutien interne à l'agriculture, ont contribué à mettre les négociations au point mort. Parallèlement, le nombre d'ACR en vigueur a explosé – de moins de 25 en 1990 ils sont passés à plus de 350 en 2022. Cette situation suscite des inquiétudes à cause du risque d'une discrimination accrue sur le marché mondial et d'une fragmentation du commerce mondial en blocs concurrents.

Les ACR créent un commerce entre les signataires, mais ils risquent d'écarter les non-membres du flux des échanges. Des accords commerciaux poussés améliorent, pour leurs signataires, l'accès au marché, car ils instaurent un régime préférentiel et réduisent le coût des échanges du fait de la convergence des réglementations nationales et de l'harmonisation des normes. Il peut en résulter un essor des chaînes de valeur régionales et une croissance plus forte. Même si, en moyenne, les ACR peuvent apporter des gains au niveau mondial, certains pays peuvent être perdants. En particulier, les pays à faible revenu ayant une faible capacité de négociation et pour qui la mise en œuvre de dispositions commerciales complexes est difficile risquent de se voir exclus des processus d'intégration commerciale régionale. La libéralisation des échanges multilatéraux peut permettre

d'accroître les gains à l'échelle mondiale et constituer le moyen le plus efficace de promouvoir l'accès aux marchés et la croissance économique pour tous.

La théorie des avantages comparatifs apparaît comme étant plus porteuse dans un cadre multilatéral, mais il serait difficile d'adopter la même approche pour arriver à concilier objectifs économiques et objectifs environnementaux. Lorsqu'elles sont circonscrites localement, les externalités environnementales produites par le commerce international peuvent trouver une solution dans des politiques commerciales assorties d'une réglementation aux échelons national ou régional.

Les mesures unilatérales ou même régionales ne sont pas efficaces lorsque ces externalités ont une portée mondiale, comme le changement climatique. Un accord multilatéral est indispensable, mais le consensus risque d'être difficile à obtenir, essentiellement parce que les pays ont des avis divergents sur l'impact des émissions de gaz à effet de serre et leur coût pour la société. Quoiqu'il en soit, ce n'est que par le multilatéralisme qu'on pourra régler efficacement la question des externalités environnementales mondiales, en mettant en place des règles commerciales qui contribuent à élargir le champ d'action des politiques de manière à prendre en compte les coûts sociaux des externalités. ■



# 2022

## LA SITUATION DES MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES

### LA GÉOGRAPHIE DU COMMERCE ALIMENTAIRE ET AGRICOLE: QUELLES POLITIQUES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE?

L'édition 2022 de *La situation des marchés des produits agricoles* examine de quelle façon les politiques commerciales fondées sur des approches multilatérales et des approches régionales peuvent permettre de relever les défis actuels du développement durable. Les politiques commerciales relatives à l'alimentation et à l'agriculture doivent avoir pour finalité de protéger la sécurité alimentaire au niveau mondial, d'aider à concilier les objectifs économiques et les objectifs environnementaux, et de renforcer la résilience du système agroalimentaire mondial face aux chocs tels que les conflits, les pandémies et les phénomènes météorologiques extrêmes. Le rapport examine la géographie du commerce international, au moyen d'une analyse portant sur les échanges de produits alimentaires et agricoles, leur configuration entre les pays et les régions, les facteurs qui les influencent et le cadre dans lequel ils s'inscrivent sur le plan des politiques commerciales. Les avantages comparatifs, les politiques commerciales et le coût des échanges conditionnent la structure du commerce alimentaire et agricole. Lorsque l'avantage comparatif entre en jeu sur le marché mondial, le commerce profite à tous les pays. La réduction des obstacles tarifaires et du coût des échanges peut avoir pour effet de stimuler le commerce et la croissance économique. Les accords commerciaux aussi bien multilatéraux que régionaux peuvent contribuer à faire du commerce un levier de croissance, mais les gains obtenus se répartissent de manière inégale. Face aux impacts environnementaux mondiaux, tels que le changement climatique, une approche multilatérale du commerce peut contribuer à étendre la portée des mesures d'atténuation.



*La situation des marchés des produits agricoles 2022*  
(rapport complet). À paraître en septembre 2022.



Certains droits réservés.  
Ce travail est mis à la disposition du public  
sous la Licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

